

Le nouveau timbre de guerre n'a pas échappé à la critique. Quelques-uns auraient préféré remplacer le timbre actuel de deux cents, sur les lettres, par l'ancien timbre de trois cents. Nous vivons à une époque toute particulière. L'Europe est en proie à une guerre gigantesque, comme nous espérons n'en plus voir à l'avenir. Je crois que l'intention du Gouvernement a été surtout de faire comprendre au public la gravité des circonstances et de frapper l'imagination de la jeune génération. L'imposition d'un timbre de guerre spécial ne manquera pas de produire l'effet désiré. Les enfants qui fréquentent les écoles apprendront à mieux aimer leur pays et l'imposition de ce timbre spécial leur fera comprendre la haute signification des événements actuels.

Je félicite mon honorable ami le ministre des Finances sur l'habileté et la prudence dont il a fait preuve dans la préparation de son budget. Ni dans le comté ni dans les autres localités que j'ai visitées, je n'ai pas entendu une seule plainte provoquée par les dispositions qui ont été soumises à la Chambre. Les Canadiens savent que nous sommes en guerre. Ils ont approuvé le Gouvernement d'envoyer des troupes combattre aux côtés des soldats anglais. Ils ont encouragé leurs fils à s'enrôler et ils sont prêts à tous les sacrifices pour que l'empire sorte victorieux de cette épreuve. Ils s'attendaient à de nouvelles taxes sous une forme ou sous une autre. L'impôt douanier semble être le moyen le plus pratique de prélever les sommes nécessaires et nous avons déjà en existence un tarif qui donne un revenu considérable. Au mois d'août dernier, c'est au tarif que nous avons eu recours pour pourvoir aux dépenses de la guerre; il s'agit maintenant d'imposer de nouvelles taxes pour les mêmes fins. Le premier impôt de guerre frappait tous les contribuables, en général. Cette fois-ci, le ministre des Finances a mis la taxe sur ceux qui sont mieux en état de payer. Il taxe les banques, les institutions publiques, les sociétés de prêts, les compagnies d'assurances, les compagnies de télégraphe et de câbles et les hommes d'affaires, selon l'importance de leurs opérations. Cette manière de prélever les impôts me semble la plus équitable que l'on puisse trouver. La taxe pèse sur chacun de nous, en proportion de ses moyens.

Le cultivateur ne s'attend pas à être exempté de cet impôt de guerre et pourquoi le serait-il? Cette guerre l'intéresse autant que qui que ce soit. Son fils, l'enfant qu'il a élevé, qu'il a fait instruire, qu'il a préparé

[M. R. J. Ball.]

aux luttes de la vie, est maintenant sur les champs de bataille; il veut que le Gouvernement voie à ce qu'il ne manque de rien. Or, pour pourvoir à l'entretien des soldats il faut de l'argent et le cultivateur n'a pas d'objection à contribuer, pour sa part, au trésor de guerre.

L'artisan ne demande pas à être exempté. Son fils a aussi pris les armes et il a le même intérêt que tous les Canadiens à ce que nos soldats soient bien équipés et bien soignés. Cependant, l'artisan canadien n'est pas taxé aussi lourdement que les contribuables plus en état de payer. L'imposition de cette taxe est surtout la manière de la prélever aurait un bon effet, même sur les enfants.

Nous connaissons la cause de la présente guerre: la responsabilité en retombe sur un seul homme. Il y a lieu de s'étonner du pouvoir qu'un homme peut exercer sur tout un continent et même dans le monde entier. La guerre est due à l'ambition démesurée de l'empereur d'Allemagne. Cette guerre n'a pas surgi inopinément, en un seul jour. Nous traversons une crise économique, mais cette crise se faisait sentir dans le monde entier, depuis quelque temps déjà. Il y a deux ou trois ans, nous avons eu la guerre des Balkans. L'Europe était en ce moment dans l'attente d'une convulsion; personne ne savait où éclaterait les hostilités, en Europe ou en Asie. Lorsque la guerre fut déclarée dans les Balkans, les grandes puissances commencèrent leurs préparatifs et l'argent devint de plus en plus rare.

Cette guerre des Balkans était à peine terminée que les signes avant-coureurs d'une autre, plus formidable se firent entrevoir à l'horizon. Il y a un an, personne ne pouvait prévoir au juste que nous serions aujourd'hui engagés dans ce terrible conflit. Les nuages s'amoncelaient, tout le monde se disait que quelque chose allait arriver et, pour parer à toutes les éventualités, le gouvernement anglais de même que le gouvernement canadien, adoptaient une politique d'économie. L'Angleterre prit de strictes mesures financières et restreignit considérablement les placements à l'étranger. Le Canada et tous les autres pays eurent plus de difficultés à négocier des emprunts sur la place de Londres. L'Angleterre garda son argent pour organiser sa défense. Ce n'est pas sans une vive satisfaction que nous avons appris qu'elle avait pris sa colonie canadienne sous sa protection et que nous n'avions rien à redouter sous le rapport financier qui joue un si grand rôle dans la guerre.